



Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption

Distr. limitée
28 octobre 2011
Français
Original: anglais

Quatrième session

Marrakech (Maroc), 24-28 octobre 2011

Projet de rapport

Rapporteur: Matti Joutsen (Finlande)

I. Introduction

1. Dans sa résolution 58/4, l'Assemblée générale a adopté la Convention des Nations Unies contre la corruption¹, qui est entrée en vigueur le 14 décembre 2005. En application du paragraphe 1 de l'article 63 de la Convention, une Conférence des États parties a été instituée pour améliorer la capacité des États parties à atteindre les objectifs énoncés dans la Convention et renforcer leur coopération à cet effet ainsi que pour promouvoir et examiner l'application de la Convention.

II. Organisation de la session

A. Ouverture de la session

2. La Conférence a tenu sa quatrième session à Marrakech (Maroc) du 24 au 28 octobre 2011. Cette session a comporté [...] séances.

3. Le 24 octobre, le Président sortant a fait des remarques liminaires dans lesquelles il a souligné que la quatrième session de la Conférence était un signe fort de l'engagement renouvelé de la communauté internationale à lutter contre la corruption et à appliquer les résolutions que la Conférence avait adoptées à sa troisième session tenue à Doha. Les récents bouleversements politiques dans la région arabe avaient mis en lumière un rejet profond de la corruption et une plus grande exigence de transparence et d'intégrité.

4. Le Président sortant a ensuite invité la Conférence à élire son Président pour la quatrième session. La Conférence a élu par acclamation Mohamed Saad El Alami (Maroc) à la présidence.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2349, n° 42146.



5. Le Président nouvellement élu a invité M. Abdellatif Menouni, Conseiller de Sa Majesté Mohammed VI, Roi du Maroc, à donner lecture d'un message de ce dernier aux participants à la Conférence.

6. Dans son message, le Roi Mohammed VI disait que les profonds changements survenus récemment dans différentes régions du monde avaient donné lieu à de grandes attentes en ce qui concernait la promotion des valeurs morales, de la transparence, de la responsabilité, de l'intégrité et de la bonne gouvernance. Mettant l'accent sur les dimensions internationales de la corruption et ses effets néfastes sur les mesures prises pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement, Mohammed VI appelait à unir les efforts pour lutter contre ce phénomène. Il rendait compte des réformes récemment menées par le Maroc dans le cadre d'un profond processus de réforme et de démocratisation de l'État et de la société. La Constitution nouvellement adoptée érigeait en principes constitutionnels la bonne gouvernance et la responsabilité et reconnaissait la primauté des conventions internationales ratifiées par le pays sur la législation nationale. En outre, de nouvelles lois avaient été promulguées et des réformes institutionnelles avaient renforcé l'Instance nationale de la probité, de la prévention et de la lutte contre la corruption. Mohammed VI appelait à mettre en place une alliance internationale des amis de la Convention, l'objectif étant d'accroître la participation à la mise en œuvre de cet instrument et de parvenir à terme à une adhésion universelle. Le Maroc avait l'intention au cours des deux prochaines années de s'engager à promouvoir l'adhésion à la Convention et à sensibiliser les esprits à ses dimensions universelle et humaine. Mohammed VI appelait à appuyer la fourniture d'une assistance technique dans le domaine de la prévention et de la lutte contre la corruption et à mettre en place un observatoire international qui recueillerait et analyserait les données relatives à la corruption, consignerait les bonnes pratiques en matière de prévention et mettrait les informations obtenues à la disposition des États parties à la Convention afin d'appuyer leurs programmes de réforme. Il soulignait l'importance de la coopération internationale pour les activités de sensibilisation et d'éducation, ainsi que la nécessité de garantir la participation effective de la société civile et des médias. Il insistait par ailleurs sur le fait qu'il fallait se concentrer sur la prévention de la corruption et il souhaitait que l'engagement de Marrakech sur la prévention de la corruption et les autres résolutions qui devaient être adoptées par la Conférence à la quatrième session réaffirment la détermination des États parties à lutter contre la corruption.

7. Le Président a invité le Directeur général de l'Office des Nations Unies à Vienne et Directeur exécutif de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) à faire une déclaration liminaire.

8. Le Directeur exécutif a noté que les bouleversements récents dans le monde arabe avaient montré que des millions de personnes rejetaient la corruption et exprimaient une forte exigence d'intégrité. Dans ce contexte, la communauté internationale devait renforcer son engagement en faveur de la lutte contre la corruption sur la base du cadre exceptionnel que représentait la Convention. Le Directeur exécutif a remercié les États parties pour le sérieux, la rigueur et l'enthousiasme dont ils faisaient preuve dans leur participation au Mécanisme d'examen de l'application de la Convention depuis l'adoption par la Conférence, à sa troisième session, de la décision historique sur le Mécanisme. Il a souligné qu'il importait que tous les États parties maintiennent ou renforcent encore leur soutien

au Mécanisme afin que le potentiel de celui-ci puisse être pleinement exploité et que sa crédibilité déjà bien établie puisse se consolider. Insistant sur les possibilités offertes par la Convention pour ce qui était d'assurer un développement durable, il a remercié la Conférence d'avoir accordé un rang de priorité élevé aux mesures de prévention dans son ordre du jour. Mettant l'accent sur les liens étroits qui existaient entre la corruption et la criminalité organisée, il a prié instamment les États parties de promouvoir l'intégrité et des comportements conformes à l'éthique, et d'élaborer des stratégies visant à éliminer les infractions encouragées par la corruption. Il a en outre souligné le potentiel de la Convention pour ce qui était de faciliter le recouvrement d'avoirs et, à cet égard, il a appelé l'attention des participants sur les travaux menés conjointement par l'Initiative pour le recouvrement des avoirs volés (Initiative StAR) de la Banque mondiale et de l'UNODC. Mettant en avant le rôle clef joué par le secteur privé, il a prié instamment les milieux d'affaires d'adopter des mesures de lutte contre la corruption, de mettre en place des mécanismes pour veiller à l'efficacité de telles mesures, d'investir dans le renforcement de l'intégrité publique dans les pays en développement et d'investir également dans la chaîne logistique. Il a par ailleurs souligné l'importance de l'éducation et des médias qui étaient des facteurs clefs de la lutte contre la corruption.

9. Les représentants des groupes régionaux ont félicité les membres du Bureau nouvellement élus et ont remercié le Royaume du Maroc d'avoir accueilli la quatrième session de la Conférence.

10. Le représentant de la République islamique d'Iran, prenant la parole au nom du Groupe des 77 et de la Chine, s'est félicité du fait que les questions à examiner portaient notamment sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. En éliminant la corruption, obstacle majeur au développement, les gouvernements pourraient améliorer la situation sociale et économique de leur société. Le représentant de la République islamique d'Iran s'est félicité de l'échange de données d'expérience et d'enseignements dans le cadre du Groupe d'examen de l'application et du fait que les examens de pays avaient déjà produit des résultats tangibles et utiles. Évoquant les problèmes que pouvait poser le respect des délais indicatifs et des autres conditions fixées dans les lignes directrices à l'usage des experts gouvernementaux et du secrétariat pour la conduite des examens de pays et dans les termes de référence, il a indiqué que le Groupe des 77 et de la Chine souhaitait participer de façon constructive à la résolution de ces difficultés pendant la quatrième session. Il a réitéré l'appel du Groupe en faveur du financement des travaux du Mécanisme par le budget ordinaire de l'ONU conformément aux termes de référence, compte tenu en particulier de la nécessité d'assurer un financement suffisant et stable pour l'assistance technique qui était essentielle à la bonne application de la Convention. En ce qui concernait le recouvrement d'avoirs, il a souligné que des connaissances et des mesures appropriées étaient nécessaires pour appliquer les dispositions du chapitre V de la Convention. Se félicitant des résultats obtenus par le Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur le recouvrement d'avoirs il a demandé que le mandat du Groupe soit renouvelé et qu'un plan de travail pluriannuel soit élaboré à son intention. L'élimination des refuges pour les actifs volés était hautement prioritaire et la fourniture d'une assistance technique ainsi que le renforcement de la capacité des systèmes de justice pénale et un engagement international accru étaient la clef du succès des efforts déployés pour atteindre cet objectif. Le représentant de la République islamique d'Iran a souligné qu'il

importait de mettre en place et de promouvoir des politiques et des pratiques efficaces pour prévenir la corruption et à cet égard il a recommandé l'élaboration d'un plan de travail pluriannuel également pour le Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur la prévention de la corruption.

11. La représentante de l'Algérie, prenant la parole au nom du Groupe des États d'Afrique, s'est félicitée de l'adoption des termes de référence du Mécanisme d'examen de l'application de la Convention. Elle s'est déclarée préoccupée par le manque de coopération internationale efficace en matière de restitution des avoirs détournés et transférés illicitement à l'étranger. Elle a fait observer que le non-rapatriement, dans les pays d'origine, de fonds acquis illicitement aurait un effet négatif sur la jouissance des droits de l'homme. Soulignant qu'il importait d'appliquer les dispositions de la Convention ayant trait à la prévention de la corruption ainsi que les recommandations du Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur la prévention de la corruption, elle a appelé les organismes publics à renforcer la coopération avec les parties prenantes concernées. Elle a insisté sur l'importance de la coopération régionale et internationale et proposé la création d'un groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur la coopération internationale. Il était essentiel de fournir une assistance technique appropriée et suffisante pour renforcer la capacité des États à appliquer pleinement la Convention.

12. La représentante de la Thaïlande, prenant la parole au nom du Groupe des États d'Asie et du Pacifique, a fait observer que l'application effective de la Convention pourrait grandement contribuer à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Le processus d'examen adopté par la Conférence aiderait les États à déterminer dans quelle mesure leurs lois, procédures, politiques et mesures promouvaient l'application de la Convention et à recenser les besoins d'assistance technique particuliers. La représentante de la Thaïlande a souligné qu'il importait de favoriser la maîtrise de ce processus par les pays ainsi que leur pleine participation afin d'assurer un suivi approprié. Elle a encouragé les États à échanger des données d'expérience sur le processus d'examen. Elle les a aussi encouragés à faire preuve de bonne volonté et de souplesse lors de l'étude des moyens à mettre en œuvre pour mener les examens de pays dans le respect des délais indicatifs. Elle a instamment prié tous les États de renforcer la coopération internationale visant à prévenir et combattre le transfert d'avoirs illicitement acquis provenant de la corruption et de faciliter le recouvrement de ces avoirs par leurs propriétaires légitimes. Saluant les travaux du Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur la prévention de la corruption, elle a noté que cette activité requerrait un large appui et la participation de tous les secteurs de la société, notamment par le biais de partenariats public-privé. À cet égard, il convenait de porter une attention particulière à certains domaines, notamment aux marchés publics. La représentante de la Thaïlande a souligné le rôle de l'UNODC pour ce qui était de fournir, sur demande, une assistance technique pour l'application de la Convention et de promouvoir les synergies avec les prestataires d'assistance technique. Des organisations nationales, régionales et internationales pourraient jouer un rôle complémentaire en améliorant les connaissances et compétences des praticiens et en aidant les organismes à planifier et à mettre en œuvre des politiques et pratiques de lutte contre la corruption.

13. Le représentant de l'Argentine, prenant la parole au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, a rappelé le lien qui existait entre la corruption et d'autres formes de criminalité, en particulier la criminalité organisée, et a souligné la nécessité de progresser encore dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Il s'est félicité du taux toujours plus élevé de ratification de la Convention et d'adhésion à celle-ci, ainsi que de la mise en place du Mécanisme d'examen de l'application qui permettrait à la Conférence de s'acquitter de son obligation d'aider les États à mieux appliquer la Convention. Il a noté que, jusqu'à présent, 25 des 26 États membres du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes avaient participé aux travaux du Mécanisme en tant qu'États examinés ou États examinateurs et a salué l'esprit de coopération et de confiance mutuelle dont ils avaient fait preuve dans ce contexte. S'agissant de la question de la participation d'observateurs aux réunions du Groupe d'examen de l'application, il a appelé les États à agir dans un esprit de compromis afin que la Conférence puisse prendre une décision à ce sujet. Il a mis en évidence le rôle de l'assistance technique en tant que pilier fondamental du Mécanisme, qui aidait à recenser les besoins, à stimuler la coopération et à promouvoir des initiatives horizontales, telles que la coopération Sud-Sud. Il a également mis l'accent sur l'importance de la participation du secteur privé et de la société civile aux travaux consacrés à la prévention de la corruption, et sur le rôle du Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur la prévention de la corruption. Il a souligné qu'il fallait appliquer les dispositions du chapitre V de la Convention sur le recouvrement d'avoirs et a appelé le Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur le recouvrement d'avoirs à poursuivre ses travaux consistant à étudier les questions et solutions pratiques dans ce domaine. Il s'est félicité des travaux réalisés par l'UNODC et d'autres organisations internationales compétentes, notamment dans le cadre de l'Initiative pour le recouvrement des avoirs volés, soulignant que l'assistance technique dans ce domaine ne devait être ni sélective ni discriminatoire.

14. Le représentant de la Pologne, prenant la parole au nom des États membres de l'Union européenne, a mis l'accent sur les mesures adoptées au sein de l'Union européenne pour combattre la corruption, comme le renforcement de la politique de lutte contre la corruption et la mise en place d'une stratégie globale de lutte contre la fraude et la corruption visant les intérêts financiers de l'Union. Plusieurs instruments juridiques relatifs à la confiscation, au recouvrement d'avoirs et aux marchés publics avaient été proposés et étaient en cours d'élaboration. Se félicitant de la mise en place du Mécanisme d'examen de l'application, le représentant de la Pologne a fait observer, au sujet des examens qui avaient pris plus de temps que prévu la première année du cycle d'examen, qu'il fallait tenir compte du fait que de nombreux pays n'avaient pas eu d'expérience préalable en la matière. Il a noté un certain nombre de problèmes liés à l'application des dispositions de la Convention relatives à l'incrimination ainsi qu'à la détection et à la répression. L'Union européenne et ses États membres appuyaient dans une large mesure les efforts déployés par les pays en développement et les pays à économie en transition en vue de promouvoir la bonne gouvernance et de lutter contre la corruption, notamment par le biais de l'assistance technique. Le représentant de la Pologne a encouragé les États parties à envisager de publier leurs rapports d'examen de pays et les noms de leurs points focaux afin d'associer les parties prenantes au processus, et il a lancé un appel en faveur d'un dialogue appuyé par une volonté politique pour examiner la

question de la participation d'observateurs aux réunions du Groupe d'examen de l'application.

B. Élection du Bureau

15. À sa 1^{re} séance, le 24 octobre 2011, la Conférence a élu par acclamation Mohamed Saad El Alami (Maroc) Président de la Conférence.

16. À la même séance, elle a élu par acclamation les trois Vice-Présidents et le Rapporteur suivants:

Vice-Présidents: Eugenio Maria Curia (Argentine)
I Gusti Agung Wesaka Puja (Indonésie)
Ion Galea (Roumanie)

Rapporteur: Matti Joutsen (Finlande)

C. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

17. À sa 1^{re} séance, le 24 octobre 2011, la Conférence a adopté l'ordre du jour suivant pour sa quatrième session:

1. Questions d'organisation:
 - a) Ouverture de la quatrième session de la Conférence;
 - b) Élection du Bureau;
 - c) Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux;
 - d) Participation d'observateurs;
 - e) Adoption du rapport du Bureau concernant les pouvoirs;
 - f) Débat général.
2. Examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption: incrimination, détection et répression, coopération internationale.
3. Assistance technique.
4. Prévention.
5. Recouvrement d'avoirs.
6. Autres questions.
7. Ordre du jour provisoire de la cinquième session.
8. Adoption du rapport.

D. Participation

18. Les États parties à la Convention ci-après étaient représentés à la quatrième session de la Conférence: Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Angola,

Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Belgique, Bénin, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Fédération de Russie, Finlande, France, Gabon, Guatemala, Guinée-Bissau, Haïti, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Italie, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mexique, Mongolie, Monténégro, Namibie, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, République centrafricaine, République de Corée, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tunisie, Turquie, Ukraine, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie et Zimbabwe.

19. Les États signataires de la Convention ci-après étaient représentés par des observateurs: Allemagne, Arabie saoudite, Côte d'Ivoire, Irlande, Japon, République arabe syrienne, République tchèque, Soudan.

20. L'Union européenne, organisation régionale d'intégration économique partie à la Convention, était représentée à la session.

21. La Gambie et Oman, États dotés du statut d'observateur, étaient également représentés.

22. La Palestine, entité ayant été invitée à titre permanent par l'Assemblée générale à participer en qualité d'observateur aux sessions et aux travaux de toutes les conférences internationales organisées sous ses auspices, était représentée par un observateur conformément à l'article 16 du règlement intérieur de la Conférence.

23. Les services du Secrétariat, les organismes, fonds et programmes des Nations Unies et les instituts du réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, les institutions spécialisées et autres organisations des Nations Unies suivants étaient représentés par des observateurs: Banque mondiale, Basel Institute on Governance, Bureau des services de contrôle interne, Centre international pour la réforme du droit criminel et la politique en matière de justice pénale, Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat, Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme, Fonds des Nations Unies pour la population, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Institut d'études sur la sécurité, Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, Bureau du Pacte mondial, Programme alimentaire mondial et Programme des Nations Unies pour le développement.

24. Les organisations intergouvernementales ci-après étaient représentées par des observateurs: Académie internationale de lutte contre la corruption, Banque africaine de développement, Banque asiatique de développement, Banque interaméricaine de développement, Chambre de commerce internationale, Conseil de l'Europe, Conseil des ministres de l'intérieur des pays arabes, Initiative pour l'état de droit de l'American Bar Association, Ligue des États arabes, Organisation

de coopération et de développement économiques, Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, Organisation internationale de police criminelle, Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et Réseau ibéro-américain de coopération juridique (IberRed).

25. Les organisations non gouvernementales ci-après, dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, étaient représentées par des observateurs: 5th Pillar, American Society of Criminology, American Society of International Law, Conseil universitaire pour le système des Nations Unies, Fédération internationale des ingénieurs-conseils, Forum économique mondial, Global Witness, Gram Bharati Samiti, International Society for Traumatic Stress Studies, Libera (Associations, noms et chiffres contre les mafias), Tearfund et Transparency International.

26. Conformément à l'article 17 du règlement intérieur, le Secrétariat a distribué une liste d'organisations non gouvernementales compétentes qui ne sont pas dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social et qui ont sollicité le statut d'observateur. Par la suite, il a fait parvenir des invitations aux organisations non gouvernementales concernées.

27. Les autres organisations non gouvernementales ci-après étaient représentées par des observateurs: Access Info Europe, Africa Centre for Open-Governance, Agence internationale pour la prévention du crime et le droit et la compétence en matière pénale, Anti Corruption Coalition Uganda, Asociación Civil por la Igualdad y la Justicia, Associação Contas Abertas, Association internationale des autorités anti-corruption, Association Sherpa, Buddhism and Society Development Association, Center for Public Integrity, Centre de ressources anti-corruption (U4), Centre for Development and Democratization of Institutions, Council on Geopolitics Foundation, Evangelical Fellowship of Zambia, Fondation Getulio Vargas, Indonesia Corruption Watch, Ligue congolaise de lutte contre la corruption, Ocas, Pakistan Institute of Legislative Development and Transparency, Professionals for Humanity, Réseau des parlementaires africains contre la corruption, State View International, Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique, Transnational Crime and Corruption Center (bureau du Caucase), Transparency and Accountability Network, Welfare Association for the Development of Afghanistan et Zero Corruption Coalition.

E. Adoption du rapport du Bureau concernant les pouvoirs

28. L'article 19 du règlement intérieur dispose que le Bureau de la session examine les pouvoirs des représentants et fait rapport à la Conférence. Aux termes de l'article 20, en attendant que le Bureau statue sur leurs pouvoirs, les représentants sont autorisés à participer à la session à titre provisoire. Le représentant d'un État partie à l'admission duquel un autre État partie a fait objection siège provisoirement avec les mêmes droits que les autres représentants jusqu'à ce que le Bureau ait fait rapport et que la Conférence ait statué.

29. Le Bureau a indiqué à la Conférence que, sur les 118 États parties représentés à la quatrième session, 113 s'étaient conformés aux exigences en matière de pouvoirs. Cinq États parties, à savoir le Cameroun, Djibouti, le Rwanda, la Sierra Leone et l'Ukraine, ne s'étaient pas conformés aux dispositions de l'article 18 du

règlement intérieur. Le Bureau a rappelé que chaque État partie était tenu de communiquer les pouvoirs de ses représentants conformément à l'article 18, puis il a invité les États parties qui ne l'avaient pas encore fait à remettre au secrétariat, dès que possible mais au plus tard le 4 novembre 2011, les originaux des pouvoirs de leurs représentants.

30. Le Bureau a indiqué à la Conférence qu'il avait examiné les communications écrites qui lui étaient parvenues et qu'il les avait jugées recevables.

31. La Conférence a adopté le rapport du Bureau concernant les pouvoirs à sa 10^e séance, le 28 octobre 2011.
